

LA PARENTHÈSE LIBÉRALE DE LA DROITE FRANÇAISE DES ANNÉES 1980. LE PHÉNOMÈNE POLITIQUE DE LA « BANDE À LÉO » OU L'ÉCHEC DE LA PROMOTION D'UN LIBÉRALISME CONTRE L'ÉTAT

Jérôme Perrier

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Histoire@Politique](#) »

2015/1 n° 25 | pages 176 à 196

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2015-1-page-176.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la « bande à Léo » ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre l'État* », *Histoire@Politique* 2015/1 (n° 25), p. 176-196.  
DOI 10.3917/hp.025.0176  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

## **La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la « bande à Léo » ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État**

**Jérôme Perrier**

La « bande à Léo<sup>1</sup> » est un phénomène politico-médiatique qui correspond à une période singulière de la vie politique française, où un libéralisme économique assumé – et à bien des égards, original par rapport aux traditions idéologiques françaises dominantes – a paru être en passe de s'imposer comme la référence intellectuelle majeure de la droite française. Nous allons essayer de démontrer que cette aventure politique – celle d'une génération de « jeunes loups » avides de pouvoir, partis à la conquête du Parti républicain (PR), puis de l'Élysée – est *aussi* une tentative (avortée) d'imposer dans le débat politique français un type de libéralisme très particulier, inspiré à la fois d'expériences étrangères (anglo-américaines) et d'une tradition proprement française, mais extrêmement minoritaire.

Notre grille de lecture consistera en effet à essayer de lire dans l'éphémère, mais non moins réel, succès de la « bande à Léo » une volonté de remplacer le « libéralisme avancé » de l'époque giscardienne (parfaitement emblématique du « libéral-étatisme » dont Lucien Jaume a étudié les racines au XIX<sup>e</sup> siècle)<sup>2</sup> par un libéralisme anti-étatique, infiniment minoritaire jusque-là – et depuis – dans la culture politique française. L'esprit de ce nouveau libéralisme, foncièrement anti-dirigiste, est assez bien résumé par le titre de quelques-uns des essais qui ont alors connu de grands succès de librairie, comme *Le Rejet de l'État*, *L'État minimum*, ou encore *Désétatiser*<sup>3</sup>. Dès lors, l'échec de cette reconversion du logiciel idéologique de la droite française nous semble, derrière les aspects plus anecdotiques, la dimension fondamentale de l'épisode de la « bande à Léo ». C'est pourquoi, contrairement à certains auteurs, loin de parler de « conversion au néo-libéralisme<sup>4</sup> » de la droite

<sup>1</sup> Surnom donné au groupe politique réuni autour de François Léotard au sein du Parti Républicain. Sur la « bande à Léo », les deux ouvrages les plus complets sont ; Jean-Philippe Moinet, *Léo et les siens. Du monastère aux affaires*, Paris, Seuil, 1995 ; Philippe Benassaya, *Les Hussards perdus de la République. L'échec de la droite libérale*, Paris, Bourin Éditeur, 2007.

<sup>2</sup> Lucien Jaume, *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997 ; Lucien Jaume, « Aux origines du libéralisme politique en France », *Esprit*, n° 243, juin 1998, p. 37- 60.

<sup>3</sup> Jean-François Revel, *Le Rejet de l'État*, Paris, Grasset, 1984 ; Guy Sorman, *L'État minimum*, Paris, Albin Michel, 1985 ; Bertrand Jacquillat, *Désétatiser*, Paris, Robert Laffont, 1985.

<sup>4</sup> Voir notamment François Denord, « La conversion au néo-libéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements*, n° 35, septembre-octobre 2004, p. 17-23. Voir aussi Bruno Jobert et Bruno Théret, « La consécration républicaine du néo-libéralisme », dans Bruno Jobert, *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 29-86. D'autres auteurs parlent plutôt de « moment néo-libéral ». Voir

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

française à partir des années 1980, nous préférons évoquer une simple parenthèse, qui n'est elle-même pas dénuée de malentendus ni d'ambiguïtés – comme nous le montrerons.

Si l'on peut faire remonter les prémisses de la « bande à Léo » (l'expression apparaît en 1985) à la fin des années 1970, nous nous focaliserons sur les années allant de l'accession de François Léotard à la tête du PR (à l'automne 1982) jusqu'à son renoncement à se présenter à l'élection présidentielle de 1988, soit une période atypique pour la droite française, dans la mesure où l'échec de l'expérience socialiste de 1981 combiné avec l'exemple des expériences Thatcher et Reagan, ont alors rendu légitime dans le débat politique français l'affirmation d'un libéralisme décomplexé. De ce point de vue, le pari des jeunes quadras du PR n'était pas totalement incongru, et il n'a certainement jamais eu autant de chances de réussir – au moins partiellement – qu'à ce moment précis. De fait, à l'issue de cette décennie, le libéralisme (y compris dans des versions infiniment plus modérées que celle défendue au milieu des années 1980 par les amis de François Léotard) redevient un objet de controverse, puisque bon nombre d'acteurs politiques de droite l'accusent d'être responsable de l'échec de 1988. Rien ne souligne mieux la spécificité de la décennie 1980 que le fait qu'après la réélection de François Mitterrand (et la victoire ô combien symbolique du « ni ni »), plus aucune force politique majeure et plus aucun homme politique aspirant aux plus hautes fonctions n'affichera ouvertement l'étendard libéral – à l'exception d'Alain Madelin en 2002, avec le résultat que l'on sait<sup>5</sup>.

Au final, l'échec de la tentative de rénovation idéologique engagée au milieu des années 1980 par les jeunes dirigeants du PR montre combien la droite française s'est avérée largement imperméable à un libéralisme par trop étranger à la tradition nationale dominante, « statocentrée » ou « statophile » (si l'on veut bien nous pardonner ces néologismes). En ce sens, retracer l'histoire de la « bande à Léo » dépasse très largement la simple chronique politique et l'étude de quelques parcours singuliers, pour nous plonger au cœur des spécificités idéologiques françaises et de notre idiosyncrasie politique.

---

notamment Jean Baudouin, « Le "moment néo-libéral" du RPR : essai d'interprétation », *Revue française de science politique*, 40<sup>e</sup> année, n° 6, 1990, p. 830-844. Quelle que soit l'acception que l'on donne au mot « libéralisme », l'expression de « conversion » nous paraît inadéquate. En effet, soit on prend le mot dans sa définition purement politique, ou bien encore dans le sens d'un néo-libéralisme « à la française » (c'est-à-dire allant de pair avec une forte intervention de l'État) ; et auquel cas la « conversion » de la droite au libéralisme est antérieure aux années 1980. Soit, au contraire, on l'entend au sens d'un libéralisme économique porteur d'une critique radicale de l'interventionnisme étatique (c'est le libéralisme défendu à droite par la « bande à Léo », et tout particulièrement par quelqu'un comme Alain Madelin) ; auquel cas la conversion de l'ensemble de la droite française à ce libéralisme n'aura guère duré que le temps d'un printemps (1986) – à supposer d'ailleurs que cette conversion ait bien eu lieu et qu'elle n'ait pas été une simple illusion, née d'un malentendu.

<sup>5</sup> Le 21 avril 2002, Alain Madelin obtient 3,91 % des suffrages exprimés.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

## Faire du PR le fer de lance de la révolution libérale à venir

L'accession du tout juste quadragénaire François Léotard<sup>6</sup> à la tête du Parti républicain, en septembre 1982, constitue un tournant majeur pour la formation politique libérale jusque-là entièrement dévouée à Valéry Giscard d'Estaing. Soutenue par ses amis Alain Madelin et Gérard Longuet – entrés comme lui au Palais-Bourbon en 1978 –, l'ambition du nouveau secrétaire général du PR consiste à substituer « au parti de la fidélité », incarné par la vieille garde des notables giscardiens, une véritable organisation de militants, moderne, ne fuyant pas les débats internes, et qui, par-dessus tout, aurait une identité idéologique forte. Cette identité, le député-maire de Fréjus entend la trouver dans l'affirmation décomplexée d'un libéralisme nouveau, assumé, aux antipodes de l'édulcoré « libéralisme avancé » de Giscard, désormais soupçonné d'être en partie responsable – par ses timidités et ses ambiguïtés – de la défaite de 1981. Ainsi, deux mois après son arrivée à la tête du PR, François Léotard entend prendre ses distances avec « le mot "centre" [qui] ne [lui] plaît pas beaucoup », et préfère arborer fièrement l'étendard du « libéralisme du futur », qu'il oppose résolument au socialisme, dans lequel il voit l'incarnation du « passé<sup>7</sup> ». Au conseil national de Pontoise en octobre 1983, son ode au libéralisme nouveau se fait encore plus lyrique, puisque le député-maire de Fréjus évoque alors les « mille fleurs de la pensée libérale que nous voyons éclore autour de nous », et se réjouit « d'assister à une spectaculaire montée en puissance des thèmes libéraux dans notre pays ». Se réclamant d'une tradition allant de Tocqueville et de Benjamin Constant à Valéry Giscard d'Estaing (l'hommage rituel à l'ancien Président est encore de rigueur), il prône une « stratégie de rupture avec le socialisme » et veut voir dans le PR le cœur d'une UDF qui « incarne dans notre pays la réalité du courant libéral<sup>8</sup> ».

Derrière l'hommage de circonstance à l'ancien locataire de l'Élysée, se cache bien, en réalité, une nette volonté de rupture. Le libéralisme que prône désormais le leader du PR n'a plus grand-chose à voir avec celui défendu par Giscard dans *Démocratie française* (Fayard, 1976). Dans cette volonté de rénover en profondeur le logiciel idéologique du Parti républicain, François Léotard va dès lors s'appuyer sur un groupe d'hommes (et quelques rares femmes) qui ont en commun leur jeune âge et une ambition politique décomplexée. Ainsi la conquête du PR par la « bande à Léo » ne doit pas être lue uniquement – ni peut-être même principalement – comme la relève d'une nouvelle génération avide de responsabilités et désireuse de tourner la page du giscardisme, mais bien *aussi* comme une volonté d'imposer à la droite son *aggiornamento* doctrinal. Cette ambition idéologique va dès lors reposer, à la tête du parti, sur un véritable partage des rôles qui peut être simplifié ainsi : à Gérard

<sup>6</sup> Cet énarque, né en 1942 et passé au cabinet de Michel Poniatowski, a commencé à faire parler de lui lors de son élection surprise à la mairie de Fréjus en 1977.

<sup>7</sup> « Club de la presse d'Europe n° 1 », 07/11/1982, dans François Léotard, *Deux ans pour convaincre, 1982-1984*, Fédération départementale du Var du PR, 1984.

<sup>8</sup> Conseil national de Pontoise, 22/10/1983, *ibid.*

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme contre l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

Longuet l'organisation et les finances<sup>9</sup> ; à Alain Madelin, les débats d'idées ; et à François Léotard, la lumière des médias.

### **L'ascension médiatique de François Léotard et de la « bande à Léo »**

Dans un premier temps, l'ascension médiatique de François Léotard s'effectue de manière progressive, avant que celui-ci ne réalise une subite percée sondagière au début de l'année 1985, moment où apparaît précisément l'expression de « bande à Léo ». Surgi dans le baromètre Sofres-*Le Figaro Magazine* en octobre 1984, le jeune secrétaire général du PR entame alors une ascension aussi remarquable qu'imprévue. Son succès dans l'opinion est en effet spectaculaire, au point que *L'Express*, qui lui consacre sa une en juin 1985, estime que « l'année 1985 pourrait bien être, dans l'opposition, "l'année Léotard"<sup>10</sup> ». Conforté par un passage remarqué dans l'émission politique phare d'Antenne 2, « L'Heure de Vérité », le maire de Fréjus dépasse Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing dans les enquêtes d'opinion dès le début de l'été 1985, et ne se trouve distancé que par Raymond Barre. Celui que *L'Express* qualifie alors de « jeune prince des sondages » fait désormais jeu égal avec les plus grands ténors de l'opposition, tandis qu'il écrase littéralement les autres cadets de la droite.

Bien entendu, les commentateurs s'accordent à ne pas confondre cote de sympathie et présidentialité. Sa réputation de légèreté (par exemple son peu d'appétence pour l'économie)<sup>11</sup>, sa soif immodérée de communication (entretenu par son conseiller Michel Mouillot), son absence d'expérience gouvernementale, et jusqu'à son goût du sport (en l'occurrence le marathon) qui fait penser au dilettantisme reproché jadis à Chaban-Delmas, sont autant d'éléments qui font douter certains de la profondeur du personnage et de la pérennité du « phénomène Léotard ». Il est pourtant un élément qui semble, même aux observateurs les plus sceptiques, donner à cette figure politique originale une dimension supplémentaire : c'est le fait qu'il est parvenu, mieux que nul autre, à « surfer sur une vague porteuse, la vague libérale<sup>12</sup> ». Ce que son ancien condisciple de l'ENA, Yvan Blot<sup>13</sup>, résume alors ainsi : « Ce serait une erreur de le sous-estimer. Ce n'est pas un nouveau JJSS [Jean-Jacques Servan-Schreiber]. C'est le premier giscardien à avoir pris le tournant reaganien<sup>14</sup> ! »

De fait, François Léotard n'entend pas seulement être l'emblème d'une relève générationnelle : il se veut aussi l'incarnation d'un virage idéologique, clairement libéral (il se dit alors volontiers « libéral-libertaire<sup>15</sup> »), et ce d'autant plus que le contexte, tant national qu'international, semble devoir s'y prêter.

<sup>9</sup> Gérard Longuet devient trésorier du parti, responsabilité qui lui vaudra, quelques années plus tard, des démêlés avec la justice. Voir notamment sur ce sujet, Gérard Longuet, *L'épreuve de vérité*, Paris, Plon, 1995 ; et Laid Sammari, Bernard Violet, *Enquête sur un ministre et ses amis*, Paris, Seuil, 1995.

<sup>10</sup> *L'Express*, 21-27/06/1985, « Léotard, pourquoi il monte? »

<sup>11</sup> *L'Express*, 28/9-4/10/1984, « Les cadets au banc d'essai ».

<sup>12</sup> *L'Express*, 21-27/06/1985, *op. cit.*

<sup>13</sup> Collaborateur de Jacques Toubon (le secrétaire général du RPR) et animateur du Club de l'Horloge, Yvan Blot est aussi l'auteur d'un essai qui affiche des couleurs libérales : Yvan Blot, *Les Racines de la Liberté*, Paris, Albin Michel, 1985.

<sup>14</sup> *L'Express*, 21-27/06/1985, *op. cit.*

<sup>15</sup> *L'Express*, 29/3-3/04/85, « François Léotard aux rayons *Express* ».

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

## Un contexte favorable aux idées libérales

Dans cette volonté de tracer un horizon idéologique nouveau, les expériences étrangères jouent d'abord un certain rôle. Plus que l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979, c'est l'élection de Ronald Reagan en 1981 qui paraît inspirer une partie de la droite française. « La révolution conservatrice américaine<sup>16</sup> » est regardée avec intérêt par beaucoup, même si elle semble séduire davantage les intellectuels que les hommes politiques, bien conscients des différences culturelles majeures qui existent entre les deux rives de l'Atlantique. Ce n'est pourtant pas un hasard si François Léotard et Alain Madelin se rendent aux États-Unis à la fin de l'année 1985<sup>17</sup> et si, la même année, les dirigeants du PR invitent l'ancien directeur de campagne de Ronald Reagan à assister à l'université d'été du parti à Sophia Antipolis<sup>18</sup>. L'exemple américain pèse toutefois moins que la défaite de 1981 et l'expérience socialiste engagée depuis lors. Face à cette double réalité, nombreux sont ceux qui, à droite, remettent désormais en cause les timidités du « libéralisme avancé » prôné naguère par un Valéry Giscard d'Estaing qui n'hésitait pas à renvoyer dos à dos les deux « idéologies traditionnelles » que sont « le marxisme et le libéralisme classique<sup>19</sup> ». Adeptes de Keynes bien plus que de Hayek, l'ancien ministre des Finances du général de Gaulle manifestait une méfiance instinctive à l'égard des adaptations supposées naturelles du marché, et un goût typiquement français pour le dirigisme technocratique<sup>20</sup>. Ce n'est donc pas un hasard si c'est durant son septennat que le pourcentage des dépenses publiques (notamment sociales) dans le produit intérieur brut (PIB) a le plus augmenté. Un constat que ne manquent pas de faire les partisans d'un nouveau libéralisme – en rupture avec les dérives de l'État-providence – qui vont trouver en Alain Madelin, un véritable héraut.

## Un nouveau libéralisme, mais lequel ?

Le délégué général du Parti républicain apparaît en effet comme la boîte à idées du mouvement, et son rôle va être décisif dans la rénovation idéologique de grande ampleur engagée par la famille politique libérale au début des années 1980.

### Le rôle clé d'Alain Madelin

« Chantre du libéralisme » ; « grand prêtre du libéralisme » ; « l'idéologue numéro 1 du libéralisme » ; « doctrinaire libéral » ; « libéral acharné » ; « libéral enragé »<sup>21</sup> : les qualificatifs ne manquent pas dans la presse de l'époque pour souligner l'originalité profonde du positionnement idéologique d'Alain Madelin. Un positionnement qui suscite le rejet (viscéral) à gauche, l'agacement, l'étonnement ou le respect à droite, mais qui ne provoque jamais l'indifférence. L'intéressé, quant à lui, préfère alors se

<sup>16</sup> Guy Sorman, *La Révolution conservatrice américaine*, Paris, Fayard, 1983.

<sup>17</sup> *Magazine Hebdo*, 06/12/1985. Signe des temps, devenu ministre, François Léotard n'hésitera pas à arborer une photographie de lui en compagnie de Ronald Reagan dans son bureau de la rue de Valois. Cf. *Journal des Républicains*, n°13, 27/01/1987.

<sup>18</sup> *Journal des Républicains*, n° 4, mai-juin 1985, p. 7.

<sup>19</sup> Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976, p. 39.

<sup>20</sup> Sur le libéralisme économique très modéré de Valéry Giscard d'Estaing, voir Gilles Richard, Sylvie Guillaume, Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire de l'UDF*, Rennes, PUR, 2013, p. 55, 75 et 77.

<sup>21</sup> Voir, parmi bien d'autres exemples, *L'Express*, 12-18/10/1984 et 23-29/11/1984 ; *Magazine Hebdo*, 14/12/1984.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

définir comme « libéral libéral, libéral tout court<sup>22</sup> ». Pour comprendre la nature profonde de ce libéralisme ostentatoire, voire provocateur, il faut rappeler l'évolution intellectuelle de cet homme politique passé en quelques années du groupuscule d'extrême droite Occident<sup>23</sup> au libéralisme débridé de Hayek et de Mises – *via* une décennie de giscardisme.

À l'automne 1968 – au moment même où il entre aux Républicains indépendants –, Alain Madelin abandonne l'activisme d'extrême droite, et grâce à Guy Lemonnier (*alias* Claude Harmel)<sup>24</sup>, côtoie l'Institut d'histoire sociale animé par Georges Albertini et l'Institut supérieur du Travail, un organisme créé deux ans plus tôt (avec l'aide de fonds patronaux) afin d'organiser des stages destinés aux cadres des grandes industries françaises, peu au fait des réalités d'un monde syndical en pleine mutation. Claude Harmel lui confie aussi le soin d'organiser la « Semaine de la pensée libérale », en lien avec l'Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS), une organisation qui va jouer un rôle décisif dans la diffusion et le renouvellement de la pensée libérale en France durant cette période<sup>25</sup>. Créée en décembre 1966 à l'initiative de l'industriel André Arnoux, cette association devait à l'origine décerner un prix littéraire destiné à récompenser un ouvrage défendant la liberté économique. Regroupant des intellectuels libéraux (comme Jacques Rueff ou Daniel Villey), des chefs d'entreprise (comme Pierre de Calan) et des journalistes, l'ALEPS connaît en 1977 un tournant majeur dans son histoire, avec l'apparition de ce que l'on a appelé le groupe des « Nouveaux économistes » (en référence aux « Nouveaux philosophes » qui tiennent alors le haut du pavé médiatique). Ce groupe rassemble des universitaires comme Pascal Salin, Florin Aftalion, Jean-Jacques Rosa, André Fourçans, Georges Gallais-Hamonno, Jacques Garello ou encore Henri Lepage. Autant d'économistes qui se donnent pour mission d'acclimater en France un libéralisme plus radical, venu principalement d'outre-Atlantique. Tout en œuvrant à la redécouverte d'une tradition libérale française oubliée (incarnée par des penseurs comme Jean-Baptiste Say ou Frédéric Bastiat), ils se réclament d'abord et avant tout des thèses de l'économie autrichienne incarnée par des auteurs comme Hayek ou Mises. La promotion de ce libéralisme (aux antipodes du « libéralisme avancé » giscardien) se fait à travers un certain nombre de revues et de manifestations assez confidentielles, mais le mouvement parvient à atteindre un plus large public au tournant des années 1980 grâce aux best-sellers d'Henri Lepage, *Demain le capitalisme* (Poche-Pluriel, 1978) et *Demain le libéralisme* (Hachette-Pluriel, 1980).

<sup>22</sup> « Le libéralisme à l'horizon, une grande enquête du quotidien (10), interview d'Alain Madelin », *Le Quotidien de Paris*, n° 1608, 23 janvier 1985.

<sup>23</sup> Comme chacun sait, il n'est pas le seul homme politique de droite à être passé par le groupuscule *Occident*. Sur cette question, voir Frédéric Charpier, *Génération Occident : de l'extrême droite à la droite*, Paris, Seuil, 2005.

<sup>24</sup> Ancien socialiste passé à la Collaboration au sein du Rassemblement national populaire de Marcel Déat, Claude Harmel est condamné à la Libération à quatre ans de prison. Libéré en 1947 puis amnistié, il reste proche de Georges Albertini, l'ancien numéro 2 du RNP, dont il partage après la guerre le combat anticommuniste.

<sup>25</sup> Sur les « Nouveaux économistes », voir les remarquables travaux de Kevin Brookes, « Le rôle des clubs et des réseaux d'intellectuels libéraux dans la diffusion du néo-libéralisme en France. Le cas de l'ALEPS et du groupe des Nouveaux économistes », Congrès de l'AFSP, 2013 ; *Diffusion et transformation du néo-libéralisme des années 1960 aux années 1980. L'ALEPS et le groupe des Nouveaux économistes*, mémoire de M2 sous la direction d'Emmanuel Taïeb, IEP de Grenoble, 2012.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

Les liens entre Alain Madelin et les « Nouveaux économistes » sont intimes : le député de Redon les connaît personnellement<sup>26</sup> et il assiste à nombre de leurs manifestations. C'est ainsi que Jacques Garello, le directeur de *La Nouvelle Lettre* (l'organe de la « Nouvelle Économie »), peut écrire en novembre 1984 :

« Si seulement tous les libéraux étaient de la trempe d'Alain Madelin, nous pourrions être rassurés. Ce jeune parlementaire n'est bien évidemment pas un "nouvel économiste", mais il en est si proche, il a participé à tant de combats intellectuels communs qu'on pourrait le faire "Nouvel économiste d'honneur". C'est en tout cas, sans conteste, l'un des hommes politiques les plus connaisseurs en matière de libéralisme<sup>27</sup>. »

Une telle proximité requiert de s'arrêter quelque peu sur la nature exacte des idées radicales que prône ce courant de pensée iconoclaste, pour ne pas dire provocateur, au regard de l'*ethos* idéologique dominant le champ politico-intellectuel français.

### **Pour un libéralisme contre l'État (providence)**

À l'unisson de ses amis de l'ALEPS, Alain Madelin n'hésite pas à s'afficher ouvertement comme un fervent adepte de Friedrich von Hayek et de Ludwig von Mises, les deux plus éminents représentants de l'école autrichienne d'économie (la chronique hebdomadaire qu'il publie dans le *Figaro Magazine* durant les six premiers mois de l'année 1985, sous le titre « Pour comprendre et aimer le libéralisme », est de ce point de vue sans ambiguïté). Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer l'originalité profonde de ce courant de pensée, différent par bien des aspects de l'école de Chicago, des monétaristes et de Milton Friedman – qui sont pourtant souvent invoqués pour désigner (ou plutôt dénoncer) le « néolibéralisme » venu d'outre-Atlantique dans les années 1980 et censés avoir converti la droite (voire même la gauche) française. Rejetant l'approche macro-économique, aussi bien que des notions comme la concurrence libre et non faussée ou encore la rationalité pure de l'*homo œconomicus*, l'école autrichienne d'économie s'avère sur des points essentiels très éloignée des thèses néoclassiques beaucoup plus connues – car dominantes dans le monde académique anglo-américain. Si bien que si les deux approches ont d'indéniables points communs (un large rejet de l'interventionnisme étatique et de l'État-providence), l'école autrichienne peut à bon droit être qualifiée d'hétérodoxe par rapport aux canons dominants de la littérature économique<sup>28</sup>.

<sup>26</sup> Certains sont de véritables amis, tels Henri Lepage ou Pascal Salin. Si les « Nouveaux économistes » voient en Madelin l'homme politique qui est certainement le plus proche de leurs thèses, c'est d'abord parce qu'ils lui reconnaissent des qualités d'érudition et un goût de la spéculation intellectuelle, qui sont assez rares chez un homme politique. D'autant que ce tempérament doctrinaire va de pair chez lui avec une connaissance approfondie de la littérature libérale française et étrangère – chose encore plus rare dans la classe politique française.

<sup>27</sup> *La Nouvelle Lettre*, 27/11/1984. La liaison très étroite du député d'Ille-et-Vilaine avec la « Nouvelle Économie » passe aussi par le biais d'un autre organisme, intimement lié à l'ALEPS : le Groupe de recherche, d'action et de liaison des libéraux (GRALL). À l'initiative du député UDF de Paris, Georges Mesmin, des économistes libéraux et des parlementaires lassés de la tonalité très technocratique et interventionniste du « libéralisme avancé » giscardien, décident de se retrouver régulièrement pour discuter de questions d'actualité. Après le 10 mai 1981, ces réunions sont institutionnalisées et donnent naissance au GRALL, dont Georges Mesmin assure la présidence, et dont Alain Madelin est l'un des principaux animateurs.

<sup>28</sup> Voir sur ce sujet, Renaud Fillieule, *L'école autrichienne : une autre hétérodoxie*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010.



Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

Si Alain Madelin et ses amis de l'ALEPS défendent un libéralisme se réclamant d'abord et avant tout de Hayek et Mises, ils entendent également redécouvrir un certain nombre d'auteurs français, tombés dans l'oubli dans leur propre pays parce qu'identifiés à un libéralisme « laisser-fairiste », jugé passablement périmé. De ce point de vue, la figure dominante qu'ils aiment à citer est celle de Frédéric Bastiat<sup>29</sup>, un homme politique et essayiste du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui consacra sa (courte) vie au combat contre le protectionnisme et le socialisme naissant, et qui a, pour Alain Madelin, l'immense mérite d'incarner un « libéralisme complet<sup>30</sup> ». Bien entendu, il serait exagéré d'affirmer que des figures comme Hayek, Mises ou Bastiat font, au début des années 1980, l'unanimité au sein de la droite française (ou même au sein du seul PR). Outre que rares sont les hommes politiques à avoir le temps (ou le goût) de se plonger dans des œuvres prolixes et souvent ardues, il est évident qu'un libéralisme aussi radical a plus de chance de séduire des intellectuels que des gouvernants, forcément plus prudents. Reste que le rejet de l'expérience socialiste menée depuis 1981 a levé certains tabous et conduit à une radicalisation des positions, poussant ainsi une frange de la droite à assumer sans complexe ses positions – qu'elles soient libérales aussi bien que conservatrices<sup>31</sup>.

## Pour que 1986 soit un printemps libéral

Avec l'accession d'Alain Madelin au poste de n° 2 au printemps 1985, le PR s'assigne un objectif très clair : « construire la maison des libéraux ». Ce que le député de Redon résume de la manière suivante :

« L'alternance ne doit être ni une revanche ni une restauration mais avoir un contenu franchement libéral. Nous nous devons de proposer aux Français une alternance franche et non pas un compromis mou entre un M. Dupont social-libéral et un M. Dupond libéral-social. La modernité aujourd'hui (et non la mode) c'est le libéralisme<sup>32</sup>. »

Une profession de foi aussi décomplexée est pourtant loin de faire l'unanimité dans son camp. Il convient en effet de nous interroger sur l'apparente évidence d'une conversion de l'ensemble de la droite française au libéralisme – comme l'affirme par exemple le magazine *L'Express*, dirigé alors par le très engagé Jimmy Goldsmith<sup>33</sup>. Les choses ne sont-elles pas en réalité infiniment plus complexes, et cette supposée unanimité ne masque-t-elle pas bien des malentendus ?

<sup>29</sup> En 1983, Florin Aftalion publie un recueil des *Œuvres économiques* de Frédéric Bastiat dans sa collection « Libre échange » aux PUF. Dix ans plus tard, Alain Madelin, ministre des Entreprises et du Développement économique dans le gouvernement Balladur, offrira à ses collègues une édition de *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas* (1850), l'un des textes les plus célèbres de Bastiat. Entretien d'Alain Madelin avec l'auteur, juin 2013.

<sup>30</sup> Alain Madelin, « Actualité de Frédéric Bastiat », dans *Un libéral : Frédéric Bastiat*, actes du colloque des 19 et 21 février 1987, Centre culturel de l'école de Sorèze, Presses de l'IEP de Toulouse, 1988, p. 35.

<sup>31</sup> *Le Figaro Magazine* lancé en 1978 par Louis Pauwels offre un exemple particulièrement significatif de ce mélange des genres puisque s'y côtoient la Nouvelle Droite, avec Alain de Benoist, et des Nouveaux économistes comme Salin, Garello, Lepage, Aftalion, Bramoullé, sans oublier – on l'a vu – Alain Madelin. Le Club de l'Horloge offre un autre exemple de cohabitation entre des thèses franchement libérales et des thèses conservatrices. Sur le sujet, voir Catherine Rault, *Le Club de l'Horloge (1981-1986)*, mémoire de DEA sous la direction de Serge Bernstein, IEP de Paris, 1987.

<sup>32</sup> *Le Journal des Républicains*, n° 4, mai-juin 1985.

<sup>33</sup> *L'Express*, 2-8/05/1986. Jimmy Goldsmith entretient des relations amicales avec Alain Madelin.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

## Une opinion et une droite apparemment converties au libéralisme

Pour répondre à cette difficile question, il convient d'abord de revenir sur l'apparente vague libérale qui semble gagner l'ensemble de l'opinion publique au milieu des années 1980, avant de nous focaliser plus précisément sur la droite française et sur le PR.

Plusieurs éléments paraissent en effet témoigner d'un phénomène d'opinion de grande ampleur, sur lequel la « bande à Léo » est soupçonnée de chercher à vouloir surfer. Si l'on s'en tient d'abord aux livres parus à cette époque, on est tenté de souscrire à ce jugement du magazine *L'Express* selon lequel « depuis trois ans, n'importe quel penseur brandissant l'étendard libéral est assuré de figurer sur la liste des best-sellers<sup>34</sup> ». De fait, on dénombre la parution, entre 1983 et 1986, de plus d'une soixantaine d'essais de tonalité franchement libérale, auxquels il convient d'ajouter la traduction de grands classiques libéraux, notamment étrangers (à commencer par Hayek et Mises). La presse témoigne aussi de cette impressionnante vague. Deux grands *news magazines* sont, de ce point de vue, en pointe. *L'Express* d'abord, qui sous l'impulsion de Jimmy Goldsmith ou de Jean-François Revel, rend régulièrement compte des livres des penseurs libéraux, et s'intéresse de près à tout ce qui touche à la « bande à Léo », lui consacrant régulièrement ses pages (voire sa une)<sup>35</sup>. Mais le journal le plus engagé dans la promotion d'un nouveau libéralisme, de fibre clairement anti-étatiste, est sans conteste le *Figaro Magazine* de Louis Pauwels<sup>36</sup>. Dès 1981, et de manière croissante à l'approche des élections de 1986, l'hebdomadaire ouvre ses colonnes à la frange la plus radicale des libéraux, et au début de 1985, Alain Madelin y publie une vingtaine de chroniques. Louis Pauwels, qui ne manque jamais une remise du « Prix de la pensée libérale » organisé/e par l'ALEPS, profite par exemple de cette cérémonie pour saluer en juin 1985 son « ami » Alain Madelin, en qui il voit « le véhicule de la pensée libérale dans la classe politique<sup>37</sup> ».

Dernier vecteur important de diffusion des idées libérales : les clubs qui fleurissent alors dans l'opposition. Comme l'ont déjà souligné François Denord et Jean Baudouin<sup>38</sup>, certains d'entre eux sont étroitement liés à des partis (notamment le Club 89 au RPR, ou Perspectives et Réalités et le Conseil pour l'avenir de la France à VGE), tandis que d'autres (comme le Club de l'Horloge) sont plus autonomes. Lors de la Convention libérale tenue par l'opposition en juin 1985, ce ne sont pas moins de vingt-quatre clubs qui y participent. Parmi eux, plusieurs entretiennent des relations étroites avec certains dirigeants du PR et avec les « Nouveaux économistes », comme l'ALEPS, Génération 86 ou encore Printemps 86.

À l'approche des élections législatives, tous les partis de droite<sup>39</sup> paraissent au premier abord gagnés par la fièvre libérale, même dans sa version hayékienne. De ce

<sup>34</sup> *L'Express*, 22-28/02/1985.

<sup>35</sup> Voir notamment les numéros du 12-18/10/1984 et du 21-27/06/1985.

<sup>36</sup> *Le Point* consacre un dossier à la « vague anti-étatique » dans son numéro du 01/10/1984. Même les journaux de gauche n'échappent pas au thème du libéralisme conquérant, même si c'est pour le dénoncer. Voir par exemple le *Nouvel Observateur*, 05/10/1984 : « La folie du libéralisme ».

<sup>37</sup> *Liberté économique et progrès social*, n° 54, août 1985.

<sup>38</sup> François Denord, « La conversion au néo-libéralisme... », *op. cit.* ; Jean Baudouin, « Le "moment néo-libéral" du RPR... », *op. cit.*

<sup>39</sup> Nous nous en tiendrons ici au RPR et à l'UDF, mais il faudrait aussi évoquer le Centre national des Indépendants (CNI), voire le Front National (FN) (qui n'était pas, sur le plan économique, le

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

point de vue, la métamorphose la plus spectaculaire est sans conteste celle du RPR et de son président, Jacques Chirac, naguère chantre du « travaillisme à la française ». En quête d'un nouvel Évangile après la débâcle de son parti aux élections européennes de 1979, il entame à cette date-là un ralliement progressif à la cause libérale, qui atteint son apogée en 1984, lorsqu'il remet à Friedrich von Hayek la médaille de la Ville de Paris et l'accueille par un discours enthousiaste que n'auraient pas renié les « Nouveaux économistes » les plus fervents<sup>40</sup>.

Le cas de Raymond Barre est différent. Certains se plaisent à rappeler qu'il est le premier traducteur de Hayek en France<sup>41</sup>, et lorsqu'on interroge des parlementaires de l'opposition pour leur demander qui de Chirac, Giscard ou Barre est le plus authentiquement libéral, ils sont nombreux à opposer les discours opportunistes des deux premiers aux actes concrets du troisième<sup>42</sup>. Invité de l'ALEPS et du GRALL le 27 avril 1983, Raymond Barre reconnaît lui-même que son action dans le passé n'a pas été « assez libérale », parce que beaucoup de Français ne l'auraient pas alors suivie, et il conclut son propos en affirmant :

« Vous m'avez demandé si le libéralisme pouvait inspirer un projet politique, je réponds sans ambages : oui. » Si l'ancien Premier ministre persiste à vouloir confier à l'État des missions jugées encore trop nombreuses par quelqu'un comme Henri Lepage, et s'il se déclare réservé sur la privatisation des chaînes de télévision, il se montre en revanche « très ouvert à l'idée d'universités libres et très attaché à l'enseignement privé<sup>43</sup>. »

Il réussit donc son examen ès libéralisme auprès des Nouveaux économistes, mais sans mention toutefois.

De ce point de vue, le contraste est saisissant avec la prestation effectuée deux ans plus tard, dans le même cadre, par François Léotard. En effet, ce dernier ne lésine pas sur les moyens pour convaincre son auditoire de l'authenticité de sa fibre libéralo-libertaire, tout en exhibant sa proximité avec Alain Madelin (bien entendu présent) comme une sorte de caution. « J'ai vécu, déclare-t-il, quarante-deux ans de ma vie dans une société colbertiste, étatisée, mais en rien dans une société libérale telle que nous la rêvons. » Et le secrétaire général du PR d'ajouter :

« Le parti que je représente est l'héritier de la plus vieille famille libérale française. Le courant des "indépendants" trouve ses racines chez Benjamin Constant, chez Tocqueville, chez Bastiat, chez Hayek, chez Popper. (...) nous récusons l'étiquette de

---

mouvement foncièrement anti-libéral qu'il est devenu). Voir notamment Philippe Malaud, *La révolution libérale*, Paris, Masson, 1976 et Jean-Claude Martinez, *Lettre ouverte aux contribuables*, Paris, Albin Michel, 1985.

<sup>40</sup> Cette conversion étonnante (et éphémère) de Jacques Chirac au libéralisme (ou tout au moins au discours libéral) est très bien documentée. Voir notamment Bernard Lachaise, « Le RPR et l'économie », dans Olivier Dard et Gilles Richard (dir.), *Les Droites et l'économie en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Riveneuve Éditions, 2011, p. 213-223 ; et François Denord, *La conversion au marché. Droites et libéralisme économique dans la France des années 1980 : l'exemple du RPR, 1979-1984*, mémoire de DEA d'histoire sous la direction de Serge Berstein, IEP de Paris, 1999.

<sup>41</sup> F. Von Hayek, *Scientisme et sciences sociales, essais sur le mauvais usage de la raison*, traduit de l'anglais par Raymond Barre et publié chez Plon en 1953.

<sup>42</sup> C'est le cas d'Edmond Alphandéry, François d'Aubert, Pierre Méhaignerie, Charles Millon et Bernard Stasi. Interrogé, Alain Madelin juge Chirac, Giscard et Barre « tous libéraux », mais décerne « une mention spéciale pour Barre, premier traducteur français d'Hayek ». Voir « Les libéraux au banc d'essai », *L'Express*, 23-29/11/1984.

<sup>43</sup> *La Nouvelle Lettre*, n° 17, avril 1983.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

“libéralisme avancé”, “ouvert” ou “social”. Nous ne souhaitons pas ajouter un adjectif au terme de libéralisme. (...) Entre M<sup>me</sup> Thatcher et MM. Kohl et Reagan, si les moyens et les résultats sont différents, il y a en commun l'esprit d'une certaine vision libérale du monde. Il m'est donc bien égal que l'on me qualifie de libéral “ultra”<sup>44</sup>. »

Et lorsqu'Henri Lepage regrette qu'à cette même tribune, deux ans plus tôt, Raymond Barre ait pu expliquer que l'État conservait un rôle fondamental à jouer, notamment pour guider un marché réputé myope, François Léotard n'hésite pas à prendre le contre-pied de l'ancien Premier ministre en utilisant des termes qui semblent directement inspirés par l'école libérale du *Public Choice* (chère aux « Nouveaux économistes » et à Alain Madelin) :

« Je ne partage pas son point de vue, car je ne vois pas qui peut définir l'intérêt général. On parle des erreurs du marché mais les erreurs de l'État sont infiniment plus graves et plus dangereuses. »

En d'autres termes, le PR se présente au milieu des années 1980 comme l'avant-garde libérale de l'opposition, et c'est bien cette ligne – celle d'un libéralisme foncièrement anti-étatiste et anti-dirigiste – que ses jeunes dirigeants défendent lors de l'élaboration du programme de gouvernement pour 1986.

### **Élaborer la charte d'une alternance libérale**

Celle-ci se fait en trois étapes : une déclaration de principe, signée en avril 1985 ; une *Convention libérale*, organisée les 8 et 9 juin de la même année ; et une plateforme de gouvernement gravée dans le marbre au mois de janvier suivant.

L'accord conclu le 10 avril 1985 passe relativement inaperçu dans l'opinion, mais il est salué par les plus libéraux comme un grand pas vers une rupture franche, non seulement avec le socialisme, mais aussi avec la politique timorée menée par la droite avant 1981. La Convention libérale, organisée deux mois plus tard, est une étape intermédiaire, censée donner un contenu à l'accord de principe signé en avril. En prévision de cette Convention – en réalité plus symbolique qu'autre chose – un groupe de huit personnalités<sup>45</sup> rédige un texte de 37 pages qui ne remet pas en cause les récentes « conquêtes sociales » de la gauche (39 heures, 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés ou retraite à 60 ans), mais qui entend bien rompre avec le dirigisme qui a prévalu en France depuis 1945. L'économiste barriste Jean-Claude Casanova, qui n'a rien d'un libertarien, écrit ainsi dans *L'Express* que « le projet mis en avant est, sans ambiguïté ni complexe, une esquisse de programme libéral pour la France – plus proche de ceux de Reagan ou de Thatcher que du libéralisme avancé du Valéry Giscard d'Estaing des années 1970<sup>46</sup> ». De fait, à la tribune, Jacques Chirac et l'ancien président de la République semblent abjurer leur dirigisme passé et rivalisent de formules plus audacieuses les unes que les autres. Avec le zèle des nouveaux convertis, Valéry Giscard d'Estaing va encore plus loin que dans son best-seller paru un an plus tôt et intitulé *Deux Français sur trois* (C12, 1964). Il estime ainsi que le « changement profond par rapport à la politique socialiste, encore inspirée des idées

<sup>44</sup> *Liberté économique et progrès social*, n° 53, mars 1985, « François Léotard à l'ALEPS : quel libéralisme? »

<sup>45</sup> Où dominent les proches de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing : Alain Juppé, Michel Aurillac, Nicole Catala, Jacques Friedman, Paul Mentré, Alain Lamassoure et Raymond-François Le Bris.

<sup>46</sup> *L'Express*, 14-20/06/1985.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

du XIX<sup>e</sup> siècle, est d'opter franchement pour la liberté de faire, d'entreprendre, de réaliser<sup>47</sup> ». Et Jacques Chirac de surenchérir :

« Nous avons pris conscience que le schéma de société social-démocrate, qui avait, peu ou prou, inspiré l'action de tous les gouvernements depuis la Libération, a désormais épuisé ses vertus<sup>48</sup>. »

Quelques mois plus tard, le 16 janvier 1986, est publiée la « plateforme pour gouverner ensemble ». Préparée cette fois en coulisse par Édouard Balladur, Alain Juppé, Alain Madelin et Gérard Longuet, elle concrétise les principes énoncés tout au long de l'année 1985, et semble enterrer définitivement la doctrine de la troisième voie longtemps défendue par la droite française, au profit d'une approche ostensiblement anti-dirigiste<sup>49</sup>. Les dirigeants du PR peuvent à bon droit estimer que les mesures retenues (parmi lesquelles la libération totale des prix, les dénationalisations, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, les réductions d'impôts et la suppression de l'IGF) rompent clairement avec ce qu'ils ne cessent de dénoncer depuis trois ans comme les dérives social-démocrates d'avant 1981. En cela, elles constituent à leurs yeux un progrès spectaculaire vers le libéralisme anti-étatiste qu'ils appellent de leurs vœux, et ce malgré certaines timidités, ici ou là.

De fait, si l'on compare les mesures finalement retenues par le RPR et l'UDF, et les idées défendues au même moment par les ténors du PR, c'est clairement sur trois questions majeures que les libéraux de la « bande à Léo » ne sont pas parvenus à convaincre leurs alliés du bien-fondé de la rupture radicale qu'ils entendent promouvoir. Sur la sécurité sociale par exemple, Alain Madelin n'hésite pas à écrire, en novembre 1985, qu'il faut stopper « la dérive de l'État-providence<sup>50</sup> », qui développe « dans une bonne partie de la population une mentalité d'assisté ». Il appelle donc à une autre logique, s'inspirant du modèle suisse, où existent « plus de 500 caisses d'assurance maladie, concurrentes, indépendantes, gérées comme des entreprises ». Dès lors, l'État ne devrait avoir d'autre fonction que d'imposer une obligation d'assurance, de veiller à ce que les assureurs privés ne sélectionnent pas leurs risques et de garantir une forme de solidarité par le biais d'une caisse de péréquation. Sur les retraites, l'audace n'est pas moindre puisque le n° 2 du PR propose d'utiliser le capital obtenu par les dénationalisations pour « amorcer un système mixte de retraite dans lequel des fonds de retraite par capitalisation

<sup>47</sup> Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Raymond Barre, *L'Union libérale. Convention libérale. Paris, 8 et 9 juin 1985*, p. 176. Le discours de Valéry Giscard d'Estaing sonne comme une sorte d'autojustification, voire de *mea culpa* concernant la timidité du libéralisme qu'il a pratiqué au pouvoir. Il affirme ainsi, à propos de « la culture antérieure, formée au cours de la période de reconstruction d'après-guerre » : « Les habitudes de pensée étaient marquées par l'étatisme, le corporatisme et l'assistanat généralisé. » Et d'ajouter : « Ce que nous proposons n'est pas un retour en arrière, car le libéralisme n'a jamais vraiment existé en France. »

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 168. Sans doute agacé de cette surenchère qui semble le déposséder de son rôle d'aiguillon libéral de la majorité, le secrétaire général du PR, assis au premier rang, a ostensiblement refusé de prendre la parole. Quant à Raymond Barre, s'il a finalement cédé aux pressions et accepté d'être présent et même d'intervenir à la tribune, il ne cache pas son manque d'enthousiasme devant ce qui apparaît comme un grand show orchestré par (et au profit) de l'ancien président de la République.

<sup>49</sup> Jean-Claude Casanova, « Libéralisme sur le mode majeur », *L'Express*, 24-30/01/1984.

<sup>50</sup> Alain Madelin, « Vive la concurrence ! », *Marianne*, n° 1, novembre 1985.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

viendraient s'ajouter à un régime de retraite par répartition de base<sup>51</sup> ». Quant à l'école, c'est à une véritable révolution qu'invite Alain Madelin dans un livre qu'il publie à l'automne 1984 sous le titre : *Pour libérer l'école, l'enseignement à la carte* (Laffont). Il y développe notamment le système du chèque scolaire imaginé par l'économiste américain Milton Friedman : chaque individu bénéficierait d'un capital-éducation, lequel permettrait aux parents de choisir à l'intérieur d'un paysage scolaire concurrentiel, ce qui leur semblerait le plus adapté à leur enfant. De ce point de vue, la suppression de la carte scolaire ne serait que la première étape d'une révolution copernicienne visant à substituer au menu éducatif ce qu'il appelle une « école à la carte<sup>52</sup> ».

On le voit : le programme de la majorité RPR-UDF formalisé en janvier 1986 est fort éloigné des thèses radicales du n° 2 du PR. Il n'en demeure pas moins que la presse est alors unanime pour souligner combien cette plateforme de gouvernement constitue une rupture indéniable avec l'avant-1981, et reflète ainsi la conversion de la droite au thatchérisme et au reaganisme<sup>53</sup>. Elle est aussi unanime à voir dans cette révolution idéologique une part de conviction sincère et une part de stratégie, la droite cherchant ainsi à tirer électoralement profit d'une mutation profonde de l'opinion publique. Pourtant, à y regarder de plus près, cette conversion libérale de l'opinion et de la droite est loin d'être évidente, tant elle semble porteuse de profondes ambiguïtés.

### **Nuancer la conversion libérale de l'opinion et de la droite**

Il convient en effet de relativiser tout à la fois le basculement de l'opinion publique en faveur du libéralisme (*a fortiori* dans sa version la plus radicale) et celui de la droite, qui mérite d'être singulièrement nuancé. Même l'*aggiornamento* idéologique du PR engagé par la « bande à Léo » est loin de susciter l'unanimité au sein du parti.

Dans la presse française du milieu des années 1980, il est à la mode de publier des enquêtes d'opinion pour tenter de mesurer avec précision l'adhésion supposée de l'opinion française au libéralisme, à tel point que le « libéromètre » devient une sorte de marronnier auquel n'échappe aucun organe de presse. Or, ce qui ressort de toutes ces enquêtes, c'est que l'on peut y voir aussi bien le verre à moitié vide que le verre à moitié plein. Certes, toutes les enquêtes attestent une progression indubitable des idées libérales depuis l'alternance de 1981 ; mais outre qu'il est extrêmement difficile de savoir quelle est la part, dans ce phénomène, de déception face au pouvoir en place, et quelle est celle d'une adhésion sincère aux valeurs du libéralisme politique, économique et culturel, les chiffres eux-mêmes se prêtent à des interprétations sans fin. Ainsi, en juin 1985, pour 63 % des Français (contre 15), le mot « libéralisme » éveille un sentiment positif (alors qu'ils ne sont que 45 % contre 36 % à penser la même chose du mot « socialisme »), mais dans le même temps le mot « capitalisme » suggère un sentiment négatif pour 49 % d'entre eux (contre 29). 41 % considèrent que les politiques libérales réussissent mieux face à la crise (contre 18 % seulement en faveur des politiques socialistes), mais 76 % des Français ne veulent pas que l'on supprime l'impôt sur la fortune, 55 % ne veulent pas rendre les licenciements plus

<sup>51</sup> Alain Madelin, « Rendre les Français propriétaires des entreprises nationalisées », *Le Monde*, 11/01/1983.

<sup>52</sup> Alain Madelin, *Pour libérer l'école : l'enseignement à la carte*, Paris, Robert Laffont, 1984.

<sup>53</sup> Voir par exemple : Yves Guihanec, « Économie : le credo libéral », *L'Express*, 25-31/10/1985.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

faciles, et 58 % ne désirent pas supprimer tous les contrôles des prix. Enfin, si 44 % des sondés (contre 30 %) sont favorables à la dénationalisation des banques, 47 % (contre 30 %) n'exigent pas de l'État qu'il renonce à subventionner les entreprises en difficulté<sup>54</sup>. Pour tous les observateurs, il y a là de quoi perdre son latin. Si l'on peut en effet soupçonner la droite de chercher alors à surfer sur une vague libérale perceptible dans l'opinion, rien n'indique vraiment quel type de libéralisme recouvre cette sympathie un peu confuse. C'est pourquoi, en promouvant un libéralisme radical, foncièrement anti-dirigiste et statosceptique, voire statophobe, le PR, loin de faire preuve d'un simple opportunisme électoral, prend un réel risque politique, ce dont nombre de ses responsables sont, du reste, parfaitement conscients.

Si l'on examine la droite dans son ensemble, l'absence d'unanimité autour d'une définition claire du libéralisme est une évidence. Outre que Jacques Chirac, dans la même semaine, peut dire une chose et son contraire (ou peu s'en faut)<sup>55</sup>, un certain nombre de responsables au sein du RPR rejettent catégoriquement ce qu'ils qualifient de « mode libérale » sans lendemain. Bernard Pons met par exemple en garde contre le « libéralisme sauvage<sup>56</sup> », mais le plus virulent dans ce registre est sans conteste Philippe Séguin, qui apparaît comme « le moins libéral des cadets de la droite », brocardant à l'envi la « libéralomania<sup>57</sup> » ambiante, dans laquelle il ne voit rien d'autre qu'une mode d'un « irréalisme total », véhiculant une vision de l'État et des marchés qui relève à ses yeux de « la plus haute fantaisie<sup>58</sup> ». L'UDF n'est d'ailleurs pas en reste. Dans un livre paru en 1984, Raymond Barre dénonce ceux qui « s'opposaient naguère » ou « ignoraient superbement » le libéralisme, et qui « en sont devenus les "ultras" et le proclament avec la foi et le simplisme des néophytes<sup>59</sup> ». La charge vise ici clairement Jacques Chirac, mais l'ancien Premier ministre estime plus largement que « le danger du libéralisme à la mode est qu'il risque de provoquer, par certaines outrances, un phénomène de rejet des thèses libérales, alors que celles-ci s'avèrent fécondes pour l'avenir<sup>60</sup> ». Raymond Barre et ses proches s'en prennent ainsi régulièrement au « reaganisme à la française », lorsque ce n'est pas directement aux « reaganillons » du PR<sup>61</sup>. Simone Veil, elle, déclare se méfier d'un « effet de mode » et en appelle à un retour au « pragmatisme<sup>62</sup> ». Quant au centriste Jacques Barrot, il estime pour sa part que « le libéralisme a ses limites<sup>63</sup> », et affirme que la droite ne doit pas se laisser entraîner par les « ultras » et par « ces mauvais démons qui, sous prétexte de "libéralisme pur

<sup>54</sup> Tous ces chiffres sont tirés d'une intéressante analyse de Jean-Claude Casanova publiée dans *L'Express* du 7-13/06/1985, sous le titre « Libéraux ou socialistes ? »

<sup>55</sup> Pour ne prendre qu'un exemple, Jacques Chirac accorde une interview à Pascal Salin dans le *Figaro Magazine* du 14/04/1984 qui est une véritable profession de foi libérale. Or, la veille même dans *L'Express*, il avait accordé un entretien dont la tonalité était très différente et où il récusait l'étiquette de « libéral »...

<sup>56</sup> Cité par Jacques Garello dans *La Nouvelle Lettre*, n° 28, 16/11/1984.

<sup>57</sup> *L'Express*, 23-29/11/1984.

<sup>58</sup> *Le Quotidien de Paris*, n° 1596, 09/01/1985, « Une grande enquête du quotidien (4) : Opposition : tous libéraux ? »

<sup>59</sup> Raymond Barre, *Réflexions pour demain*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1984, p. 35.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>61</sup> Ce qui contribuera à expliquer le manque d'enthousiasme de nombre d'entre eux lorsqu'il s'agira, après le renoncement de François Léotard, d'animer la campagne présidentielle de Raymond Barre en 1988. Entretien d'Alain Madelin avec l'auteur, 05/02/2014.

<sup>62</sup> *La Nouvelle Lettre*, n° 28, 16/11/1984.

<sup>63</sup> Jacques Barrot, « Le libéralisme a ses limites », *L'Express*, 26/10-01/11/1984.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

et dur", prétendent jeter l'État à bas et se livrent à des surenchères suicidaires ». Si le député de la Haute-Loire ne donne pas de nom et se contente d'évoquer les « idéologues parisiens de l'ultralibéralisme », il ne fait guère de doute que la frange libérale du PR est directement visée. À l'évidence, vouloir fonder le renouveau idéologique de la droite sur une virulente critique de l'État est une chose extraordinairement difficile étant donné ce qu'est depuis deux siècles (au moins) la culture politique française.

C'est pourquoi, même au sein du PR, la ligne idéologique défendue par la « bande à Léo » n'est pas sans susciter des doutes, voire chez certains une franche hostilité. Au point que François Léotard se croit lui-même obligé de préciser en octobre 1985 que « le libéralisme n'est pas un catéchisme » et qu'il ne saurait y avoir de « grand soir libéral<sup>64</sup> ». C'est que le secrétaire général du PR n'est pas épaulé dans son entreprise de conquête de l'opinion par le seul Alain Madelin – dont la ferveur libérale, elle, ne faiblit jamais. Il compte aussi dans son entourage le plus immédiat, des personnalités beaucoup plus réservées sur cette question. C'est le cas notamment de Pierrick Borvo, son directeur de cabinet qui, « en matière de libéralisme, se veut un modérateur<sup>65</sup> ». Même Jacques Douffiagues, l'ancien numéro 2 du parti, se veut « partisan d'un libéralisme raisonnable<sup>66</sup>. » Le maire d'Orléans estime en effet que « la gestion d'une ville de 115 000 habitants donne le sens des réalités », et il ajoute volontiers que « le corps social n'est pas un laboratoire ». C'est pourquoi, avoue-t-il, il a souvent des divergences de vues avec quelqu'un comme Alain Madelin, même si elles reposent davantage sur les modalités que sur les orientations générales.

## **L'aiguillon libéral du gouvernement à l'épreuve du pouvoir**

### **Le pacte avec Chirac**

La conversion libérale de la droite française au milieu des années 1980 doit donc être considérablement nuancée, même si un vernis idéologique commun va faciliter l'union des forces de l'opposition, et tout particulièrement celle du Parti républicain et du RPR. Le pacte d'alliance entre la « bande à Léo » et le président du parti gaulliste est le résultat d'un rapprochement progressif qui est scellé à l'occasion d'un dîner organisé par Alain Lefebvre le 12 novembre 1985, et qui réunit Léotard, Longuet, Madelin et Chirac. Sans qu'il faille attacher à ce dîner plus d'importance qu'il n'en a – et au risque de décevoir les amateurs de complot en y voyant un « pacte » en bonne et due forme scellé sur un coin de nappe –, force est de reconnaître que le maire de Paris et le trio qui dirige le PR se mettent d'accord, à l'automne 1985, pour élaborer une stratégie censée forcer la main du président Mitterrand en cas de victoire (attendue) de la droite aux élections législatives de mars 1986. Le RPR fera barrage aux prétendants de l'UDF qui pourraient être pressentis pour Matignon, tandis que les léotardiens mettront leur veto à un gouvernement dirigé par Jacques Chaban-Delmas.

<sup>64</sup> François Léotard : « Il n'y aura pas de grand soir libéral », *L'Express*, 18-24/10/1984.

<sup>65</sup> *L'Express*, 21-27/6/1985, « Les 4 mousquetaires ».

<sup>66</sup> *Ibid.*



Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

Que ce pacte repose autant (si ce n'est plus) sur des calculs politiques et sur des stratégies de carrière que sur un socle programmatique, cela ne fait guère de doute, notamment pour un Jacques Chirac, qui n'est guère connu pour son appétence doctrinale, et dont la malléabilité idéologique est légendaire. Il est non moins indéniable que ce « pacte » avec le leader gaulliste est également pour les jeunes loups du PR une façon de lâcher Giscard, leur parrain en politique, pour mieux assurer leur leadership sur la droite libérale. Pour autant, force est de constater que cette alliance politique a *aussi* une signification idéologique pour une partie au moins des contractants, qui y voient le meilleur moyen d'imposer à l'ensemble de la droite la révolution libérale à laquelle ils œuvrent depuis plusieurs années.

Au printemps 1986, la composition du gouvernement Chirac respecte scrupuleusement le pacte conclu quelques mois plus tôt, puisque l'interlocuteur principal du nouveau Premier ministre reste, pour le PR, le trio Léotard-Madelin-Longuet<sup>67</sup>. Lors de la formation de ce premier gouvernement de cohabitation, la « bande à Léo » entend bien former « l'aiguillon libéral du gouvernement<sup>68</sup> ». Il ne saurait s'agir ici, bien entendu, de suivre dans le détail l'action concrète des ministres libéraux durant ces deux années de cohabitation. Nous nous contenterons de développer deux points qui nous paraissent centraux pour le sujet qui nous occupe : François Léotard et ses amis estiment-ils que les promesses de libéralisation dont ils se veulent les garants ont été tenues ou bien pensent-ils au contraire avoir échoué à imposer un agenda anti-dirigiste face à une majorité où le prisme conservateur et technocratique aurait eu une influence finalement plus grande que la leur ? Et le renoncement de François Léotard à se présenter à l'élection présidentielle de 1988 a-t-il un lien avec cette expérience libérale engagée avec espoir et allégresse au printemps 1986 et plus ou moins interrompue au bout de quelques mois seulement ?

### **La cassure de décembre 1986**

La première vraie faille entre les ministres libéraux et le gouvernement de Jacques Chirac apparaît à la fin de l'année 1986, marquée par de gigantesques manifestations lycéennes et étudiantes contre le projet de loi Devaquet. Ce projet prévoit notamment l'instauration d'une forme de sélection à l'entrée de l'université, ce qui suscite la colère de la jeunesse française et provoque des manifestations gigantesques. Manifestations qui conduisent à la mort d'un jeune homme, Malik Oussékine, victime de violences policières, et contraignent dès lors le gouvernement à retirer son projet. Alors que les centristes poussent un Jacques Chirac hésitant à tenir tête à la rue, le PR juge une telle stratégie suicidaire. D'autant que beaucoup de libéraux voulaient à l'origine conserver la loi Savary, tout en favorisant les expérimentations de type Dauphine et en multipliant les établissements universitaires privés (une stratégie pragmatique rejetée par Jacques Chirac et Alain Devaquet, soumis à la pression de l'UNI désireuse de voir ladite loi Savary supprimée). Dans une retentissante interview donnée au *Matin de Paris* et publiée le lundi 8 décembre 1986 (quelques heures seulement avant que Jacques Chirac n'annonce l'abandon du projet), Alain Madelin se déclare publiquement favorable à un retrait du texte d'Alain Devaquet, en

<sup>67</sup> Alain Madelin notamment a constamment été associé à toutes les discussions, stratégiques et programmatiques, que ce soit avec Édouard Balladur, Alain Juppé ou directement avec Jacques Chirac. Entretien d'Alain Madelin avec l'auteur, 05/02/2014.

<sup>68</sup> *Le Journal des Républicains*, n° 8, avril-mai 1986.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

affirmant que le « projet et le mouvement qui l'entoure ne valent pas la mort d'un homme<sup>69</sup> ». Le ministre de l'Industrie appelle aussi le gouvernement à la vigilance concernant les « problèmes de société », en affirmant :

« Je crois que le libéralisme ne se divise pas. J'ai toujours dit que j'étais un libéral complet. Le libéralisme complet, c'est le libéralisme économique, bien sûr, mais en même temps, c'est une attitude libérale vis-à-vis des problèmes de société. C'est-à-dire : permettre à chacun de choisir son genre de vie. Et donc avoir une attitude ouverte vis-à-vis de ces problèmes de société. Souvent, on qualifie l'attitude de François Léotard, ou la mienne, ou celle du PR, de libérale-libertaire. Je crois que la jeunesse, c'est ça. Elle est libertaire et libérale. Le libéralisme économique est accepté, mais il ne faut pas que le gouvernement s'enferme dans l'image d'une droite autoritaire, d'une droite conservatrice ou réactionnaire que ses adversaires cherchent à donner de lui. Ne soyons pas des libéraux hémiplésiques. »

À l'occasion de cette grave crise politique, François Léotard et ses amis opposent ainsi une droite libérale-libertaire, en phase avec la jeunesse et les mutations de la société, et une droite conservatrice et autoritaire (incarnée alors au gouvernement par des grognards du gaullisme comme Charles Pasqua). Deux tendances au sein de la majorité qui ne vont pas tarder à s'accuser mutuellement d'être responsables des difficultés du gouvernement dans l'opinion publique, puis de la défaite électorale de 1988. Car si décembre 1986 est certainement le moment clé de la première cohabitation, c'est bien pour deux raisons. La première, c'est que cette date marque une inflexion dans la politique menée par le gouvernement Chirac qui, dans les semaines suivantes, adopte une « inflexion progressive du cap<sup>70</sup> », afin de tenter de renouer avec l'opinion publique, et notamment la jeunesse. Ce « virage social » est dès lors vécu par beaucoup comme le terme de la parenthèse libérale flamboyante initiée au mois de mars, dans la foulée de la « libéralomania » des années 1984-1985. La seconde raison, c'est que cette brisure entre les deux principaux piliers de la majorité au pouvoir (le RPR et le PR) inaugure la pré-campagne présidentielle, entamée plus tôt que prévu, dès le début de 1987.

### **Les velléités présidentielles de François Léotard**

Si l'on suit les sondages d'opinion de l'époque, l'idée d'une candidature de François Léotard à l'élection présidentielle de 1988 est loin d'apparaître comme totalement incongrue, même si elle reste très hypothétique. Ainsi, dans un sondage IPSOS réalisé du 11 au 14 juin 1986, à la question « Quel serait le meilleur candidat de l'UDF pour la prochaine élection présidentielle ? », François Léotard arrive en deuxième position, avec 32 % de réponses positives, juste derrière Raymond Barre (36 %) et très loin devant Valéry Giscard d'Estaing (10 %)<sup>71</sup>. Pourtant, au fil des mois, lorsque les Français sont interrogés pour savoir pour qui ils voteraient si le 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle avait lieu le dimanche suivant, le score de François Léotard plafonne entre 4,5 % et 6 %. Le vrai problème de François Léotard est le décalage qui existe entre sa cote de popularité, toujours élevée, et sa cote de crédibilité, qui l'est

<sup>69</sup> Tout en ajoutant que l'on « ne ferait pas l'économie de l'adaptation de nos structures universitaires », *Le Matin de Paris*, n° 3037, 8/12/1986, p. 16.

<sup>70</sup> *L'Année politique, économique et sociale en France 1987*, p. 354-355 : « Un virage social pour reprendre l'initiative ».

<sup>71</sup> Tous les sondages cités ici sont tirés de la banque de données de l'institut de sondages IPSOS accessible sur internet à l'adresse suivante : <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/>

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme contre l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

beaucoup moins. Ainsi, en mai 1987, les Français sont 51 % à éprouver de la sympathie pour lui, contre 46 % à être d'un avis contraire. En revanche, lorsqu'on demande aux mêmes sondés si le leader du PR a les qualités nécessaires pour faire un bon président de la République, ils ne sont que 31 % à répondre oui, contre 66 %. Malgré ce déficit de crédibilité, l'année 1987 est bien pour la « bande à Léo » celle de la tentative de mise sur orbite présidentielle de leur leader<sup>72</sup>. Ainsi, en juin, l'intéressé accorde une retentissante interview à l'hebdomadaire *Le Point*, dans laquelle il déclare que pour l'élection présidentielle de 1988, le PR ne peut avoir que deux possibilités : « soit le soutien à Raymond Barre, soit le soutien à François Léotard » (précisant que « toute autre hypothèse est exclue<sup>73</sup> »). Il se plaint dans le même entretien des « moines soldats du RPR » qui « ont un goût du pouvoir sans partage », déclenchant ainsi une grave crise politique avec le Premier ministre. Si, finalement, l'épisode n'entraîne pas le départ des ministres PR du gouvernement, il n'en marque pas moins une indéniable rupture dans l'alliance forgée deux ans plus tôt entre les léotardiens et Jacques Chirac. Par ailleurs, ce psychodrame – et plus encore son issue, qui n'est pas sans rappeler les vellétés de rébellion sans lendemain manifestées par François Léotard au moment des élections européennes de juin 1984 – rend la candidature du secrétaire général du PR à l'élection présidentielle « encore moins probable qu'avant la crise<sup>74</sup> ». De fait, dès la rentrée de septembre 1987, François Léotard jette l'éponge et s'achemine vers un soutien, dépourvu de tout enthousiasme, à Raymond Barre<sup>75</sup>.

### La fin de la « bande à Léo » et la fin de la parenthèse libérale

Outre une incompatibilité d'humeur, François Léotard redoute le « mépris<sup>76</sup> » dans lequel Barre tient ostensiblement les partis politiques, et il voit même dans cette attitude hautaine une sorte de « tentation autoritaire » (Gérard Longuet allant jusqu'à risquer une comparaison avec Boulanger...)<sup>77</sup>. De fait, l'ancien Premier ministre et la « bande à Léo » sont en désaccord profond sur les institutions, les libéraux du PR jugeant nécessaire un rééquilibrage de celles-ci dans un sens plus parlementaire (d'où leur acceptation sans réserve de la cohabitation), tandis que le député de Lyon se verrait volontiers revêtir le costume du général de Gaulle. Qui plus est, nous avons eu l'occasion de souligner combien leur conception du libéralisme diverge sensiblement. Raymond Barre a beau avoir été le traducteur de Hayek, son libéralisme est autrement plus modéré (ou timoré, selon le point de vue adopté) que celui de l'école autrichienne : l'intervention de l'État y conserve toute sa place, dans la plus pure lignée du « libéral-étatisme » cher à Lucien Jaume, ou encore du « néo-

<sup>72</sup> En réalité, dès l'été 1986 Alain Madelin avait déjà déclaré voir en François Léotard « le meilleur candidat de l'UDF », *Le Journal des Républicains*, n°9, juin-juillet 1986.

<sup>73</sup> *Le Point*, n° 767, 1-7/06/1987, p. 58-59 : « François Léotard : Si j'y vais en 88, c'est pour gagner ». Quant à Alain Madelin, il déclare quelques jours plus tard au micro d'Europe n° 1 que « pour le PR, c'est Léotard d'abord, Barre ensuite et après Chirac ».

<sup>74</sup> *Le Point*, n°769, 15-21/6/1987.

<sup>75</sup> Notons que le PR compte aussi dans ses rangs des barristes inconditionnels : Charles Millon, François d'Aubert, Christian Bonnet, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gaudin, André Giraud, Michel Poniatowski, Jean-Pierre Soisson, Philippe de Villiers, Alain Griotteray, etc.

<sup>76</sup> Denis Jeambar, « Présidentielle : le pavé de Léotard », *Le Point*, n° 767, 01/06/1987.

<sup>77</sup> Jean-Yves Boulic, « Léo et Barre : points de rencontre », *Le Point*, n° 770, 22-28/06/1987.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

libéralisme » dont les fondements idéologiques remontent au colloque Lippmann de 1938<sup>78</sup>.

Symboliquement, en janvier 1986, alors que le PR apporte publiquement – mais froidement – son soutien à la candidature de l'ancien Premier ministre à l'occasion d'un conseil national réuni au Zénith à Paris, Alain Madelin organise la « Semaine libérale ». Loin de mettre de l'eau dans son vin, celui qui est toujours le numéro 2 du PR réaffirme plus que jamais ses convictions, invoque les mânes de Jacques Rueff et estime que le « XXI<sup>e</sup> siècle sera libéral ou ne sera pas<sup>79</sup> ! ». Revenant sur le krach boursier d'octobre 1987, le ministre de l'Industrie conserve son sens de la provocation en jugeant que « cette crise n'est pas celle de l'économie de marché, mais le krach de l'économie politicienne », dans la mesure où « sous la pression des intérêts électoraux, des idéologies néo-keynésiennes et avec les bons sentiments de l'État-providence, les États dirigistes ont méprisé les règles et les contraintes d'une économie de marché internationalisée ». C'est pourquoi, conclut-il, « c'est contre les États que les monnaies doivent être protégées », car « confier la monnaie à la garde de l'État, c'est, comme l'ont toujours affirmé les libéraux, confier le pot de crème à la garde du chat » (l'indépendance de la banque centrale étant l'une des nombreuses promesses libérales non tenues par le gouvernement de Jacques Chirac).

C'est peu dire qu'une telle vision (emblématique du « libéralisme *contre* l'État » que nous avons mis en valeur tout au long de cet article) est à des années lumières de celle, encore très colbertiste et keynésienne du professeur Barre, jadis salué par Valéry Giscard d'Estaing comme le « meilleur économiste de France ». C'est pourquoi le renoncement du secrétaire général du PR et le ralliement à la candidature Barre ne signifient pas seulement pour la « bande à Léo » l'abandon d'une ambition politique à la fois personnelle et collective (le trio qui a dirigé le PR pendant des années ne résistera pas à l'épreuve de 1988). Elle marque *aussi* l'impossibilité pour eux, à l'occasion de cette campagne électorale, d'arborer l'étendard flamboyant de cette « révolution venue de Californie, portée par les vents d'Ouest, qui sont toujours les plus forts<sup>80</sup> ». Alors qu'une partie importante de la droite commence déjà à attribuer la défaite annoncée à un excès de libéralisme, l'échec de la révolution idéologique préparée depuis des années à la direction du PR se déroule en deux temps : par le renoncement de François Léotard d'abord, et par la réélection de François Mitterrand (et la victoire emblématique du « ni ni ») ensuite. Ce double échec est particulièrement amer pour un croisé comme Alain Madelin. C'est certainement ce qui explique la tonalité toute mélancolique de son intervention au Zénith de Paris le 23 janvier 1988, où il déclare : « C'est vrai qu'il manque ce quelque chose qu'aurait pu apporter ta candidature, François. "Trop tôt" a-t-on dit, même si ce "trop tôt" est parfois prononcé par ceux qui rêvent de te dire un jour "trop tard" ». Et celui qui a peut-être un jour caressé le rêve de devenir le Premier ministre d'un François Léotard présidant à une France enfin devenue libérale, d'ajouter : « C'est vrai, je me prends à imaginer ce qu'aurait été ta campagne, notre campagne. Dieu, que la campagne aurait été belle !<sup>81</sup> »

<sup>78</sup> Voir Serge Audier, *Le Colloque Lippmann : aux origines du néo-libéralisme*, Paris, Le Bord de l'eau, 2008.

<sup>79</sup> *Le Journal des Républicains*, n° 23, 25/02/1988.

<sup>80</sup> *Le Point*, n° 767, 1-7/06/1987, *op. cit.*

<sup>81</sup> Cité par Jean-Philippe Moinet, *Léo et les siens*, *op. cit.*, p. 208.

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

### L'auteur

Jérôme Perrier est ancien élève de l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud, agrégé d'histoire et docteur en histoire de l'IEP de Paris. Il est l'auteur de : *Michel Debré* (Éditions Ellipses, 2010, 452 p.) ; *Entre administration et politique : Michel Debré 1912-1948 : du service de l'État à l'entrée au forum* (préface de Serge Berstein) (Institut universitaire Varenne, 2013, « coll. des thèses » n° 84, 2 vol., 1114 p.) ; « Michel Debré et les avatars du libéralisme français (1936-1945) » (*Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 116, octobre-décembre 2012). Il se consacre désormais à l'histoire intellectuelle et politique du libéralisme français, ainsi qu'à l'œuvre politique d'Alain. Il est notamment l'auteur de : « Penser les rapports entre politique et haute administration à travers l'œuvre d'Alain et d'Henri Chardon. Le modèle républicain français du début du XX<sup>e</sup> siècle, entre hantise bureaucratique et quête d'une aristocratie technicienne » (*La Revue administrative*, n° 398 et 399, printemps 2014) ; « Le problème de l'intérêt général dans la pensée d'Alain : un utilitariste libéral au pays de Rousseau ? » (à paraître dans *La Revue française d'histoire des idées politiques*). Jérôme Perrier travaille aussi actuellement à la rédaction d'un livre d'entretiens avec Alain Madelin.

### Résumé

La décennie 1980 est à bien des égards, pour la droite française, une période originale. Dans le contexte français de l'alternance socialiste de 1981 et dans le contexte international des expériences Thatcher et Reagan, l'opposition semble gagnée par une fièvre libérale qui entend promouvoir une rupture, aussi bien avec la politique du pouvoir en place qu'avec le « libéralisme avancé » de l'ère giscardienne. Pour suivre cette ambitieuse entreprise de rénovation idéologique, avivée par la perspective des élections législatives de 1986, il est intéressant d'étudier de près l'évolution du Parti républicain de cette époque. L'ancienne formation giscardienne, désormais dirigée par François Léotard et ses amis (« la bande à Léo »), se présente en effet alors comme le fer de lance d'une révolution culturelle de grande ampleur. La figure d'Alain Madelin en particulier joue un rôle tout à fait central dans cette histoire, de par son goût des idées, sa connaissance approfondie de la littérature libérale et ses très nombreux liens avec des cercles intellectuels se réclamant d'un libéralisme radical, de type hayékien. La jeune garde du PR se place ainsi au cœur d'un pari politique audacieux, quoique non dénué d'ambiguïtés. Un pari qui, surtout, ne s'avèrera être finalement qu'un feu de paille. En effet, la défaite de la droite aux élections présidentielles de 1988 va marquer la fin de la « bande à Léo », tout en refermant pour longtemps cette brève parenthèse durant laquelle une partie de la droite française a paru pouvoir assumer un discours libéral décomplexé, voire tonitruant.

**Mots clés :** néolibéralisme ; droite ; État ; révolution idéologique ; école autrichienne.

### Abstract

For the French Right, 1980s is an original period. In the context of the Socialist victory of 1981, and during the Thatcher and Reagan experiences, opposition parties seem to live a liberal high fever. Indeed, they claim a break with the policy of François Mitterrand, but also with the « Advanced liberalism » of Giscard. To analyze this ideological renovation attempt, it is interesting to consider the French Republican Party (PR) at the time, led by François Léotard and his friends. Alain Madelin in particular plays an important role in this story, because he knows very well the work of thinkers like Hayek or Mises, and attends various think tanks defending the radical liberalism of the Austrian School. Therefore, the direction of the PR makes a political

Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))

gamble, which contains ambiguities and that fails with the presidential elections of 1988. Thus closes for a long time a brief interlude during which a part of the French right appeared to defend an uninhibited liberal ideology.

**Key words :** Neoliberalism; French Right; State; Ideological Revolution; Austrian School.

**Pour citer cet article :** Jérôme Perrier, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la "bande à Léo" ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre* l'État », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 ([www.histoirepolitique.fr](http://www.histoirepolitique.fr))